

# REVUE DE PRESSE Jeudi 21 mars 2019



# La vente

# Des billets SNCF sur Messenger

Le site de vente de la SNCF, Oui. sncf, va désormais proposer à ses utilisateurs la possibilité de réserver et payer des billets de train via la messagerie du géant américain du numérique Facebook, Messenger, a annoncé hier le groupe. Les usagers pourront désormais échanger avec le robot conversationnel (ou chatbot) de la SNCF, Ouibot, pour se renseigner sur les horaires et tarifs mais également réserver et payer leur billet. Selon la SNCF, Ouibot, lancé en 2016, échange déjà mensuellement avec 50.000 utilisateurs sur Messenger sans la fonction achat.

# L'infographie

# Les Français dorment de moins en moins et de moins en moins bien

# Un manque de sommeil ZZZ Les Français dorment en moyenne 6h42 En semaine 6h42 En jour de repos par jour sieste comprise

### Les jeunes sont ceux qui dorment le plus



# Temps idéal pour être en forme

7h14

en moyenne, selon les Français

### Les conséquenses

1/4

des Français sommolent dans la journée

Le taux insomniaques chroniques 43 006





#### Pour mieux dormir

"Instaurer un couvre-feu pour les écrans une heure au moins avant de se coucher"

90% des Français passent du temps sur internet le soir à la maison.

- Se lever et se coucher à heures régulières.
- Avoir une activité physique régulière 30 minutes par jour.

Sources : baromètre de Santé publique France 2017 - Institut national du sommeil et de la vigilance (INSV)

INFOGRAPHIE CL

■ Un séisme de magnitude 4,9 a secoué le Sud-Charente hier ■ Barbezieux et Baignes ont essuyé des dégâts légers ■ L'onde s'est propagée à travers la Nouvelle-Aquitaine ■ Un «phénomène rare».



# La Charente a tremblé comme jamais hier matin

Frédéric BERG

ne explosion, un bang, le bruit d'un accident, les murs qui tremblent, la porcelaine qui chante, les bibelots qui dansent, le sol qui se dérobe... Les Charentais ont tremblé hier matin. L'inquiétude s'est répandue aussi vite que la secousse fut furtive et inédite. La réalité s'est vite imposée: un séisme de magnitude 4,9 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré à 10h56, son épicentre étant localisé en Charente-Maritime, près de Montendre, selon le Réseau national de surveillance sismique (RéNaSS) basé à Strasbourg.

En Charente, où le séisme a été particulièrement ressenti dans le sud du département, il n'y a pas véritablement de dégâts. Une cheminée s'est effondrée sur ellemême au centre de Barbezieux, faisant craindre pendant quelques minutes une explosion et justifiant un déploiement impressionnant de moyens. Et à quelques kilomètres de là, des fissures sont apparues au collège de Baignes (lire encadré).

#### Sortie en pyjama

La seule vraie naufragée de ce tremblement de terre, c'est Manon Bertin, 21 ans, service civique à l'école Sainte-Marie de

Barbezieux. La jeune femme pianotait sur son ordinateur quand elle a perçu un «drôle de mouvement» et «entendu un gros boum». «J'ai pensé que quelque chose était tombé dans l'appartement, mais je n'ai rien vu. J'ai repris ce que je faisais jusqu'à ce ne les gendarmes viennent frapper à ma porte et me demandent de sortir immédiatement, donc en pyjama.» L'appartement qu'occupe Manon Bertin se situe au rez-de-chaussée de l'immeuble de l'avenue Gambetta à Barbezieux concerné par l'effondrement d'une cheminée.

Le quartier a été bouclé pendant plus d'une heure, le temps de sécuriser la toiture et de prévenir toute fuite de gaz. «Plus de peur que de mal. On a été bien secoués ici, mais tout le monde va bien», a soufflé le maire, An-dré Meuraillon.

Partout dans le Sud-Charente, les habitants ont ressenti la secousse. Sans vraiment s'inquiéter. À Chalais, Peggy Vicaire tient un magasin de téléphonie mobile avenue de la Gare. Elle mesure après coup qu'elle n'a pas su réagir. «Les vitrines se sont cognées les unes aux autres et les téléphones sont tombés à l'intérieur. Je n'ai pas bougé, mon fils était là, je n'ai pas eu l'idée de nous mettre à l'abri. J'ai réalisé qu'on ne sait pas du tout comment réagir.» Martine Silanes

est la gérante du magasin d'électroménager, également avenue de la Gare à Chalais. «La sensation a été très bizarre, comme si le bâtiment tanguait. Ma première réaction a été d'ouvrir la fenêtre. Des voisines sont venues pour savoir si on avait nous aussi ressenti quelque chose. Mon père m'a aussi appelée d'Iviers... Quand j'étais jeune, j'avais connu un tremblement de terre à Sainte-Souline, ça m'avait bien plus impressionnée à l'époque...» Pourtant, l'onde qui s'est propa-gée à travers toute la Nouvelle-Aquitaine hier est sans doute le phénomène sismique le plus important que la Charente a connu

### Fissures: le collège de Baignes fermé aujourd'hui

Les quelque 150 élèves qui fréquentent le collège André-Malraux de Baignes n'ont pas cours aujourd'hui. L'établissement est fermé suite à des fissures constatées dans les murs après le séisme d'hier matin. «La décision de fermeture a été prise par mesure de sécurité», confirme-t-on à l'inspection académique. Une fissure au milid'un mur dans une salle de SVT au 2" étage, plusieurs fissures dans les angles des salles de classe au rez-de chaussée et jusqu'au 2' étage côté sud du bâtiment, une fissure sur un linteau de porte au CDI, une autre en cuisine au 1" étage Le Département, en charge des locaux, a missionné un bureau de contrôle qui devait se rendre sur les lieux dès ce matin 9 heures, accompagné d'un technicien du conseil départemental. Ils seront en charge d'évaluer la dangerosité des dégâts sur le bâtiment. Hier soir, selon l'inspection académique, la décision de fermer ne devait concerner que cette journée de jeudi.

Je n'ai pas eu l'idée de nous mettre à l'abri. J'ai réalisé qu'on ne sait pas du tout comment réagir.

# Jérôme Vergne, sismologue

# «Un phénomène rare pour ce territoire»

Jérôme Vergne (Repro CL) est sismologue au Bureau central sismologique français.

Êtes-vous surpris par ce séisme? Jérôme Vergne. Des séismes de cette magnitude surviennent tous les trois ou quatre ans sur le territoire métropolitain, mais un de cette magnitude au sud des Charentes c'est un phénomène plus rare. Cela m'a rappelé le tremblement de terre de 1759 dans le Bordelais, le dernier d'une amplitude équivalente sur le secteur (voir l'historique en page 7).

La magnitude est de 4,9 à 5. Comment la qualificz-vous? C'est une magnitude suffisamment forte pour que le phénomène soit ressenti jusqu'à 300 à 400 kilomètres à la ronde. À 15h30, nous avions recueilli plus

de 1 000 témoignages, certains de Tours ou Clermont-Ferrand. Et c'est une magnitude à partir de laquelle on peut avoir des dégâts sur des bâtiments vulnérables et constater des fissures À partir de 5,5 ou 6, on peut assister à l'effondrement de certains bâtiments.

Sommes-nous sur une zone à risques? Non. Le sud des Charentes et la région bordelaise sont classés 2/5 sur la carte de l'aléa sismique (le seul endroit de France étant coté 5 sont les Antilles). C'est moins qu'une partie des Pyrénées ou des Alpes. L'épicentre se trouve une quinzaine de kilomètres au sud de Jonzac. Selon la première estimation, le séisme est survenu à une profondeur de 6 kilomètres, dans la croût supérieure, ce qui est standard pour l'ouest de la France.

Quelles sont les causes de ce séisme? Un séisme est dû à une rupture sur une faille, c'est-à-dire une zone de faiblesse de l'écorce terrestre. On sait qu'il y a une série de failles entre la pointe de la Bretagne et le Massif central. Des contraintes se sont accumulées sur ces failles. Quand l'énergie se relâche, on a une secousse. Il nous faut encore approfondir les connaissance scientifiques pour comprendre pourquoi on continue à avoir des zones de tension alors que l'on est loin des zones de collision entre les plaques tectonique eurasiatique et africaine. En revanche, il n'y a pas de lien avec le séisme survenu près de Brest mercredi à 0h20. La concomitance de ces événements est fortuite. Ce n'est pas une seule faille qui a rompu en deux endroits mais deux failles différentes.

craindre des répliques? Il y en a eu une à 11h30 au même

endroit. C'est possible qu'il y en ait d'autres, d'amplitude moindre, dans prochains jours, même si l'ouest de la France est peu sujet aux répliques.

Cet événement va-t-il modifier la carte de l'aléa sismique? Il va être intégré au bulletin sismique

français. C'est sur cette base que le ministère revoit le zonage sismique. Il pourrait donc légèrement modifier les contours des zones et avoir des conséquences sur les normes de construction.



#### NAUFRAGE

«Grande America»: les opérations de récupération «plus efficaces» hier. Les conditions météorologiques hier ont permis des opérations de récupération de la pollution «plus efficaces» que les jours précédents dans le secteur du naufrage du navire italien Grande America, a annoncé la préfecture maritime de l'Atlantique dans un communiqué, précisant qu'un nouveau «conteneur de matière non dangereuse» a pu être récupéré. À la verticale de l'épave, «une irisation de surface parsemée d'amas de fioul lourd est toujours visible. La pollution initiale émise par le Grande America à la date de son naufrage a dérivé et est constituée de petits amas de fioul disséminés qui produisent beaucoup d'irisation en surface.» Une arrivée sur le littoral français de pollution consécutive à ce naufrage «semble très peu probable avant 10 jours», avait fait savoir mardi soir la préfecture maritime. Le Grande America a sombré le 12 mars à 333 km à l'ouest de La Rochelle après un violent incendie. Il avait à son bord 365 conteneurs, dont 45 répertoriés comme contenant des matières dangereuses, plus de 2 000 véhicules, ainsi que 2 200 tonnes de fioul lourd dans ses soutes.

# Lycées: le carton 2018 de Sillac et Barbezieux

En cumulant l'ensemble des indicateurs de valeur ajoutée, les lycées de Sillac et Barbezieux décrochent la palme 2018.

Lycées d'enseignement général et technologique						Lycées professionneis					
COMMUNE	S ETABLISSEMENTS	VALEUR AJOUTÉE	TAUX DE RÉUSSITE	TAUE DE MENTIONS	c	COMMUNES	ETABLISSEMENTS	WALEUR AJOUTÉE	MENIZZILE Menizzile	TAUX BE Hention	
1 BARBEZIE	ux Elie-Vinet	+ 25	98	62	1	ANGOULÈME	Sillac	+27	88	47	
2 CONFOLE	KS Emile-Roux	+6	92	42	2	CONFOLERS	<b>Emile Roux</b>	+ 27	100	79	
3 ANGOULÉ	ME Saint-Paul	+6	96	67	3	ANGOULÊME	Ste-Marthe Chavagnes	+1	94	62	
4 ANGOULÊ	ME Ste-Marthe Chavagnes	+4	96	40	4	AMGOULÊME	Jean-Rostand	+6	87	48	
5 COGNAC	Beaulieu	+1	96	51	5	COGNAC	Jean-Monnet	+10	94	52	
6 ANGOULÊ	ME Guez-de-Balzac	-3	93	55	6	ANGOULÊME	Charles-Coulomb	+ 3	84	43	
7 ANSOULÊ	ME LISA	-1	89	41	7	SAINT-YRIEIX	L'Amandier	- 15	96	62	
8 ANGOULÊ	ME Charles-Coulomb	- 12	98	65	1	CHASSEMEUIL	PAndré-Chabanne	-21	85	36	
9 ANGOULÊ	ME Marguerite-de-Valois	- 15	88	40	9	RUELLE	Jean-Caillaud	-23	79	39	
10 COGNAC	Jean-Monnet	- 22	84	43	10	COGNAC	Louis-Delage	-27	63	38	
					В	RUFFEC	Louise-Michel	-27	81	29	
Privé					12	XUAYOZ	Jean-Albert-Grégoire	- 29	74	41	

Ismaël KARROUM

'est un incontournable de saison sur lequel les parents jettent toujours un œil intéressé. Avec le printemps, fleurit le palmarès des lycées, rebaptisé «Indicateurs de résultats des lycées» par le ministère qui le publie chaque année. Taux de réussite au bac, taux d'accès de la seconde au bac, taux de mentions pour noter, classer, féliciter... ou pas. Et, surtout, pour pondérer ces résultats bruts, dépendants de l'environnement socio-économique et culturel des établissements, le ministère y adjoint une note de valeur ajoutée, c'est-à-dire le résultat obtenu par l'établissement par rapport au taux de réussite que l'on attend de lui.

En cumulant les trois indicateurs de valeur ajoutée du ministère, on obtient un palmarès inédit en Charente. En filière générale et technologique, le lycée de Barbezieux, Elie-Vinet, décroche un +25 en or qui le place loin, très loin devant tout le monde. Soixantedeux pour cent de mentions, 88 % des élèves de seconde qui obtiennent le bac, 98 % de taux de réussite au bac dont 100 % en L et en

STMG. Loin derrière, on retrouve les Confolentais d'Émile-Roux (+6) et Saint-Paul, le lycée privé d'Angoulême qui décroche régulièrement les lauriers. Nuances pour ce dernier: en 2018, les Saint-Pauliens ont fait moins bien que prévu en L et S et ont surperformé en économie et sciences et technologies de laboratoire.

#### Nuances à tous les étages

Partout, d'ailleurs, la nuance est de mise. Exemple avec Guezde-Balzac à Angoulême, sixième de ce classement recomposé, mais dont la filière L a cartonné en 2018.

Année difficile, par contre, pour Marguerite-de-Valois à Angou-lême et Jean-Monnet à Cognac. Le lycée cognaçais est plombé par les résultats de ses filières ES et STMG, alors que les L sont audelà des attentes. À Marguerite, pas de filières en décrochage important, mais un cumul d'indices sous la moyenne qui plombe la note générale.

Côté lycées professionnels, c'est le grand écart. Le lycée de Sillac à Angoulême peut claquer des bretelles dans à peu près toutes les filières et pour tous les indicateurs, sauf pour la filière transformation. Lauriers pour Confolens, aussi, mais sur une base très faible de seulement 14 élèves. La filière pro du lycée Jean-Monnet à Cognac a les félicitations du jury, tout comme Charles-Coulomb à Angoulême qui fait mieux que ce qu'on lui demande. Etrangement, cinq établisse-

ments sont totalement décrochés, avec un cumul d'indicateurs inférieur à -20. Il s'agit de Chasseneuil, Ruelle, Ruffec, Cognac et Soyaux. Cognac et Soyaux sont en deçà des attentes dans toutes les filières. Par contre, pour Chasseneuil et Ruffec, le tableau est à nuancer. Les résultats de Chabanne, à Chasseneuil, sont plombés en 2018 par la filière «mécanique, électricité, électronique», quand celle des services à la personne affiche un fier 100 % de réussite.

À Ruffec, c'est l'inverse: les filières productions font beaucoup mieux que les attentes du ministère quand les services rament. À noter que pour les deux filières, il n'y a que peu d'élèves et que l'échec ou la réussite d'un seul lycéen influe grandement sur le pourcentage.

#### CHARENTE

## Un nouveau président pour les anciens combattants



Pierre Ferrachat a félicité Pierre Besse pour son parcours. Il lui succède pendant un an à la présidence.

e 74° congrès départemental des anciens combattants ACPG, CATM, prisonniers de guerre, territoires d'Outre-Mer, missions extérieures, opex et veuves de guerre de Charente a eu lieu dernièrement à Mornac. Environ 300 personnes ont suivi les différents travaux. Les effectifs de l'association sont en baisse, passant de 1790 adhérents à 1654 en début de cette année, et ce, malgré une progression des anciens combattants opex au bureau départemental et 30 % représentés par les veuves.

30 % representes par les veuves. Pierre Besse a laissé le poste de président à Pierre Ferrachat. Âgé de 81 ans, secrétaire général depuis cinq ans, président de la section de Montmoreau, il prend ce poste pour un an. Les anciens combattants opex pourront se présenter d'ici là et assurer la continuité. Pierre Ferrachat restera à ce moment-là vice-président. Pierre Besse, 87 ans, secrétaire pendant huit ans et président durant vingt années, garde un œil sur l'association, ne serait-ce que pour terminer des dossiers en cours et continuer de voir tous ceux avec qui il a eu plaisir à travailler.

Une cérémonie au monument aux morts de Mornac a mis fin à cette journée. C'était aussi l'occasion de remettre à Fabien Aupecle l'insigne de porte-drapeau et à Yves Caiveau celle au titre de reconnaissance de la Nation.

Le bureau départemental pour 2019-2020. Président Pierre Ferrachat; l'vice-président René Haem; vice-présidents Jacques Barbier, Michel Charriaud, Jean Roy, Jacques-Eingaud, André Villeléger. Étienne Vion; secrétaire général Jean-Pierre Machuel; trésorier général Francette Ratineau; membres Marcel Briaud, Roland Cottesçon, Marcel Ciristille, Alain Duroueix, Joseph Hamard, Jean-Claude Lafond, Roger Laurent, Pierre Moisson, Guy Morin, Serge Piot, Jean-Maire Taunay, Robert Tiffonnet.

#### OIRONDE

#### Relaxe requise pour deux châteaux bordelais jugés pour épandages près d'une école

Le parquet a requis la relaxe hier à Libourne au procès inédit de deux châteaux bordelais qui avaient procédé en 2014 à l'épandage de fongicides près d'une école où 28 élèves et une enseignante avaient été pris de malaises. La procureure Sandrine Ballange a conclu son réquisitoire en soulignant qu'ail n'y a aucune certitude sur le lien de causaifié entre les épandages et les malaises». «Le doute doit donc profiter aux prévenus», a-t-elle estimé avant de demander à demi-mot aplutôt une relaxe» pour les châteaux Escalette de Barbe et Castel la Rose. Le tribunal correctionnel rendra sa décision le 30 avril. Les deux domaines d'appellation Côtes-de-Bourg comparaissaient en tant que personnes morales pour sutilisation inappropriée de produits phytopharmaceutiques». L'école de Villeneuve-de-Blaye est située tout près des parcelles des deux châteaux qui avaient été traitées, le 5 mai 2014, avec des produits certes autorisés, mais potentiellement toxiques. M' Ruffié, avocat de la Sepanso (association de protection de la nature), partie civile, a admis aque l'on ne peut évidemment pas faire de vin sans traiter la vigne». Dans cette affaire, a-t-il dit, «la Sepanso ne poursuit pas la viticulture, mais ses excès».

# La photo



Porté disparu. Un exercice de recherche et sauvetage d'aéronef (Sarex) a été organisé hier depuis la cellule de crise de la préfecture de la Charente. Un crash fictif, mais des recherches biens réelles pour mettre à l'épreuve la réactivité des différents acteurs dans le cadre du déclenchement Faux crash aérien, vrai exercice

du dispositif Orsec (Organisation de la réponse de sécurité civile), le programme d'organisation des secours à l'échelon départemental, en cas de catastrophe. L'aéronef perdu a été retrouvé à Vœuil-et-Giget.

# La tribune

# Pour une Académie de la culture européenne

Élections européennes (1). «S'adresser au nom de la France à l'opinion publique européenne de 28 pays, c'était une bonne idée en soi, et une excellente initiative pour nous remettre au premier rang du combat pour l'Europe, un rang qui fut longtemps le nôtre. C'était également courageux, car la partie était difficile à jouer, et elle ne pouvait l'être qu'au niveau d'un chef d'État.

Mais c'est un échec, et il est consternant. Pourquoi? Parce que ce n'est pas le nouveau départ, bien nécessaire, que l'on attendait, mais la poursuite ininterrompue de la lugubre descente aux enfers Gérard Montassier. de la médiocrité.



[...] La culture et les savoirs? Pas un mot dans la tribune du Président. Étrange lacune. Ils sont pourtant indispensables à l'évolution des sociétés et à leur rayonnement dans le monde. Toutes les époques charnières de l'Histoire ont été marquées par une révolution culturelle. Celle du XVII° siècle a été la plus spectaculaire. Mathématiques et sciences de la nature, philosophie, Histoire, architecture, théâtre et roman, économie commerciale et financière se sont inventés ou renouvelés en Europe. L'impulsion a été donnée pour deux siècles. En France, artistes et savants ont pris une large part du renouvellement général avec le soutien clairvoyant de l'État.

C'est de nouveau aujourd'hui le moment de l'Europe qui revient. Pour deux raisons. La créativité américaine, naguère si puissante, s'est noyée dans la banalité et le conformisme. D'autre part, la culture

a toujours eu deux visages. la tradition et la modernité. le patrimoine et la création. ce que l'on ne retrouve qu'en Europe et en Asie et non pas en Amérique. Or la confrontation avec le passé est indispensable à la refondation culturelle.

C'est donc le moment de créer une Académie de la culture européenne, une Journée de l'Éducation de la Jeunesse européenne. un Mois de la création artistique européenne, un Centre de recherche sur la société européenne, une société qui doit se débarrasser de sa fascination pour les mœurs américai-Photo archives Phil Messelet nes en pleine dérive, comme le reconnaissent les

sociologues américains eux-mêmes...

Les nouvelles technologies de la communication, dans lesquelles nous n'étions pas encore largués au début de ce siècle comme nous le sommes aujourd'hui, devraient nous permettre de nous redresser, si nous faisons les investissements nécessaires pour accéder massivement aux savoirs et démultiplier leur diffusion. Pour mettre la civilisation et la société européenne sur internet. Il faut bien rattraper le temps perdu sous Sarkozy et jamais récupéré sous Hollande.»

> Gérard Montassier diplomate et écrivain président de la Confrérie du cognac

(1) Extrait de la tribune «L'Europe lugubre de Macron» à retrouver en intégralité sur notre site internet.

# Le chiffre

**12** 

concerts gratuits seront proposés, à Cognac, du 17 au

19 mai, par la Fondation Martell, dans le cadre d'un nouveau festival baptisé Méta Musiques. Au menu: des arts visuels, food, bal, ciné... La Fondation l'annonce sur Instagram (Repro CL), précisant que le festival «rassemblera une douzaine d'artistes autour du folklore néo-aquitain et de l'expérimentation instrumentale».



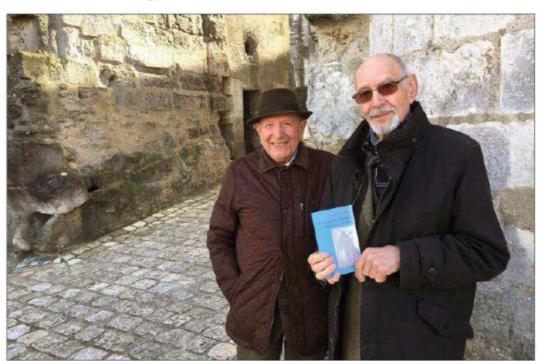
■ 80 ans après sa venue à Cognac durant la «Retirada» espagnole, l'ancien responsable d'Otard livre ses mémoires ■ En toile de fond, celle de centaines d'exilés.

# Le réfugié Pompeyo Gratacos prend le temps du souvenir

Marc BALTZER m.baltzer@charentelibre.fr

l ne faut s'attendre ni à un récit chronologique, ni à une apologie de Cognac, sa ville pourtant. Depuis qu'il s'est retiré à Bougneau (17), voilà une vingtaine d'années, Pompeyo Gratacos, 85 ans, aime cultiver ses souvenirs de réfugié espagnol, de remuant négociant en alcools ou d'homme au crépuscule de sa vie, tout simplement. En goûtant, généralement, une vieille eau-de-vie et un cigare. «Puis, à 80 ans, je me suis dit qu'il fallait mettre ça par écrit, au moins pour les enfants», murmure le vieil homme tiré à quatre épingles, port altier et costume impeccable.

Le résultat vient de paraître sous la forme d'un court bouquin (1) au style sec comme l'est toujours l'ancien sociétaire du Yacht club, à l'époque où les sociétés d'aviron cognaçaises n'avaient pas encore fusionné (en 1965). L'auteur prend un pseudonyme (Bart) mais c'est lui qui parle. Entre les considérations philosophiques et



Pompeyo Gratacos (à droite) en compagnie de José Lacour-Miron, qui a fourni les informations historiques.

Photo M. B.

littéraires, il égraine un chapelet de choses vues assez vivifiantes, pour qui s'intéresse au passé de la ville. Vues d'abord par le fils de réfugié espagnol taiseux qu'il est (lire ci-contre) et du gamin du Cognac des années 1940 et 1950. Vues, ensuite, avec les yeux d'un adolescent un peu filou – avec les filles notamment – qui cherchait à tuer cet «ennui qui suintait par tous les pores de la ville». Enfin, vues avec le regard du vendeur d'alcools de haut niveau qu'il a été pendant 40 ans, mû par une bougeotte qui fait de sa

# Ces Espagnols oubliés qui ont construit la BA 709 Entre 1939 et 1945, que que travailleurs étrangers affectée à

Entre 1939 et 1945, quelque 400 réfugiés espagnols ont bâti la base militaire de Chât.eaubernard, qui deviendra la BA 709. Débarqués en Charente via des camps de transit après la «Retirada», l'exode républicain après la victoire de Franco en février 1939. «Ils sont tout le temps oubliés», constate Alain Léger, auteur d'un ouvrage de référence sur les «retirés» de Charente (1). Pour l'écrire, il s'était penché sur de nombreuses trajectoires cognaçaises, dont celle de Santiago Gratacos, père de Pompeyo. «L'un des meilleurs travailleurs de la compagnie» de

travailleurs étrangers affectée à Genté, selon les autorités de l'époque. Il dirigeait, à Barcelone, une serrurerie de haute technologie et employait une douzaine de personnes. De sa vie d'avant l'exil, comme beaucoup de compatriotes, «il parlait très peu», regrette Pompeyo Gratacos. Ceux de cette génération étant presque tous décédés, leur histoire sera de plus en plus difficile à écrire, souffle à son tour Alain Léger. Restent les souvenirs des enfants, comme ceux de Pompeyo Gratacos.

(1) «Les indésirables», Le Croix vif, 2000.

#### «Un livre écrit de l'intérieur»

vie un récit d'aventures.

Le jeune Pompeyo Gratacos a débuté chez Prunier à l'aube des années 1960, où Jean Burnez a vite saisi son potentiel de fils d'Espagnol. Pendant cinq ans, Pompeyo Gratacos vendra du cognac des Bermudes à l'Equateur. Mais le longiligne s'ennuiera vite, rejoindra Bisquit durant un an et s'échappera finalement vers Lille. Une décennie à vendre de la bière (Stella Artois), avant de revenir à Cognac en 1980, comme manager de l'exportation d'Otard dans les pays anglophones et espagnols. Débute alors une suite d'anecdotes sur la vie d'un exportateur dans ces années-là, entre le New York des années 1980 et les rues de Bogota ou de Cuba.

«C'est un livre écrit de l'intérieur, apprécie son ami José Lacour-Miron, ancien numéro 2 de l'interprofession du cognac. En ce moment, n'importe qui se permet d'écrire sur le cognac à partir de sentiments et d'impressions fugaces: là, c'est exactement l'inverse.»

C'est aussi la trajectoire d'un jeune réfugié de la guerre civile espagnole dans le Cognaçais, dont les histoires sont si nombreuses et les témoignages si rares.

(1) «Sous le signe de Chronos», éditions BOD, 6,99 €, 130 p. Disponible sur internet et à la Maison de la presse de Cognac.

# Saint-Sulpice-de-Cognac

# Dominique Souchaud entendu par la gendarmerie



Dominique Souchaud a été entendu par la gendarmerie dans le cadre d'une enquête ouverte sur signalement d'un habitant.

Photo archives CL

information a été dévoilée au cours du conseil municipal, mardi. Dominique Souchaud, le maire de Saint-Sulpice-de-Cognac, a été entendu par la gendarmerie, le 7 mars dernier, dans le cadre d'une enquête ouverte pour «mauvaise gestion de la commune». Il a notamment dû s'expliquer sur l'achat d'un camion benne «aux enchères en 2017». «C'était à Lille, j'v suis allé sans demander aucun remboursement et c'était un achat positif pour la commune. Le camion est utilisé tous les jours.» Il a également été interrogé sur l'achat de deux lots de chaises. «Un lot de 100 chaises que j'ai acheté personnellement et que j'ai donné à la commune pour la salle du 3º âge. Et un

autre lot de 160 chaises pour la salle des fêtes qui a coûté 1 000 €.» Dernier point de litige: l'achat d'un stock de menuiseries, dont une partie va être revendue par la commune.

L'enquête a été ouverte suite au signalement d'un habitant de la commune. Installé au hameau de «Peuyon», Jean-Claude Loret entretient un litige de longue date avec la mairie, selon Dominique Souchaud. Il réclame notamment l'argent qui était détenu par le syndicat du hameau avant que celui-ci ne soit intégré au budget communal. 2 000 anciens francs, disent les documents. «Tout ca pour 50 euros», résume, lui, le maire.

# Jarnac vote son budget, les élections municipales en vue

Majorité et opposition se sont écharpées mardi soir en conseil municipal. Taux d'imposition, comptes administratifs, budget primitif... ont été matière à discussion.

Julie PASQUIER j.pasquier@charentelibre.fr

este correct parce que je peux être plus pourri que toi.» Réponse de Christophe Roy à Jérôme Royer, mardi soir, en conseil municipal de Jarnac. L'ancien maire, dans l'opposition, venait de s'adresser à l'adjoint à la culture en ces termes: «Tu parles beaucoup, t'as pas beaucoup de fond, mais t'as beaucoup d'écume.» Ambiance. À un an des municipales, la campagne s'engage dans la commune. François Raby laissant son écharpe de maire - il doit officialiser sa position en avril mais en a déjà fait part à son équipe -, la porte est ouverte pour les candidats. Dans la majorité, Philippe Gesse, adjoint aux finances, est intéressé. Dans l'opposition, Jérôme Royer est sur les rangs. Logique, donc, que le débat s'engage lors du vote d'un budget... qui les conduira jusqu'aux élections.

Selon la délibération votée hier (sans les quatre voix de l'opposition qui s'est abstenue), 5,5 millions d'euros devraient être consacrés, en 2019, au fonctionne-2,9 millions l'investissement. Parmi les dépenses à prévoir: des travaux de voirie pour 956 000 euros. «225 000 euros pour les quais, 220 000 euros à la rue de l'Aumônerie», détaille Philippe Gesse. 145 000 euros seront destinés à la réfection de l'orgue... Mais ce qui fait tiquer l'opposition, ce sont les 170 000 euros consacrés aux travaux dans les écoles, une compétence aupara-

99

Il y a eu une mauvaise négociation avec l'agglo dans le détransfert des écoles et on n'aurait jamais dû accepter le détransfert du marché.



Le vote du budget a donné le coup d'envoi de la campagne des municipales, mardi, à Jarnac.

Photo J. P.

vant communautaire. «On a récupéré le bébé et l'eau du bain. On est obligé de mettre la main à la poche», déplore Jean-Denis Barré. «Il y a eu une mauvaise négociation avec l'agglo dans le détransfert des écoles et on n'aurait jamais dû accepter le détransfert du marché», appuie Jérôme Royer, qui siège lui-même au bureau de Grand Cognac. «En tant que 10° vice-président, on ne t'entend pas beaucoup», s'étonne Christophe Roy.

#### Baisser les taux d'imposition ?

Jérôme Royer s'interroge aussi sur les 100 000 euros qui doivent permettre d'acheter des terrains pour réaliser des lotissements: «Si tu fais des lotissements, tu appauvris le centre-ville.» «Il faut faire les deux, nous ne pouvons pas passer à côté de nouveaux habitants», répond Philippe Gesse. Les 65 000 euros pour rendre l'hôtel de ville accessible aux personnes à mobilité réduite via la pose d'un ascenseur ? «Un investissement hors sujet», estime encore l'ancien maire.

Pas de quoi troubler François Raby, qui s'attendait bien à ce que la campagne s'enclenche à un moment donné. Mardi, le maire a proposé de maintenir les taux d'imposition à leurs niveaux de 2018 (1). Et même à ce sujetlà, l'opposition a trouvé à redire. «Vu qu'on a touché une recette exceptionnelle (2), pourquoi on ne pourrait pas, symboliquement, baisser les taux à la hauteur de l'augmentation des bases de l'État ? interroge Jérôme Royer. Baisser les impôts, c'est le grand défi des politiques de demain.» Réponse du maire: «Si on baissait demain, il faudrait réaugmenter derrière.» Et puis aussi: «On pourrait penser que

# Le chiffre

c'est (en euros)
le prix au mètre
carré des
parcelles de

l'extension du lotissement Saute-Ageasse qui devrait être voté lors du prochain conseil municipal, le 15 avril. 21 lots seront prochainement mis à la vente sur 14 000 m². La moitié est déjà réservée.

ce serait une mesure électorale.»

(1) Taxe d'habitation: 7,41 %; taxe sur le foncier bâti: 20,36 %; taxe sur le foncier non bâti: 46,77 %. Les taux ont été validés. L'opposition s'est abstenue.

(2) 637 000 euros de provisions eau et assainissement.

# Le budget sera établi sans augmentation des taxes

e conseil municipal qui s'est réuni mardi à la mairie avait ∎à l'ordre du jour les comptes de gestion et administratifs 2018. Finances. Le compte administratif 2018 du budget général de la commune fait ressortir en section de fonctionnement un excédent de 61 777 € qui sera inscrit en recettes du budget 2019. Les recettes se sont élevées à 86 012 € et les dépenses à 242 229 € soit un déficit de 156 216 € qui sera inscrit en recettes d'investissement du prochain budget. Le compte du budget annexe commerce fait état d'un déficit de 1 614 € en investissement et de 13 824 €, soit un excédent global de clôture de 12 210 €. Les comptes de gestion et administratifs sont adoptés. Les affectations des résultats sont adoptées à l'unanimité.

Orientations budgétaires. Après des explications et des échanges de point de vue, Dominique Souchaud maire, propose un maintien du taux des taxes. A savoir, 9,40 % pour la taxe d'habitation, 18,41 % pour la taxe foncière et 50,44 % pour la TFNB. Le produit attendu de ces trois taxes s'élève à 387 667 €. Dans le cadre du budget 2019, le maire fait adopter différentes contributions aux organismes tels (ATD 16 pour 1 320 €, le syndicat de la fourrière pour 970 €, le Silfa pour 1 300 €, le Sditec pour 3 300 € et le Sdeg pour 4 300 €).

Projets. La commune souhaite mettre en conformité l'accessibilité à ces bâtiments afin d'assurer la sécurité des usagers ainsi qu'une facilité d'accès. L'école avec la mise en place d'un portail avec ouverture à distance, la mise en conformité des toilettes, des accès aux différentes salles de cours mais également la salle des fêtes avec une rampe d'accès, la rénovation des toilettes sans oublier l'accès au cimetière et l'aménagement des allées. Par ailleurs, pour faciliter le stationnement. des places de parking pour PMR seront matérialisées.

# Brexit: le «very big» bazar

■ L'UE est prête à accorder un «court» report du Brexit si les députés votent l'accord négocié avec May

■ Ce qu'ils ont refusé par deux fois déjà ■ Les discussions s'annoncent tendues aujourd'hui à Bruxelles.

huit jours de la date prévue du Brexit, la Première ministre britannique souhaite avant tout éviter une sortie brutale, sans accord et sans transition, de l'UE, 46 ans après l'adhésion du pays.

Theresa May a donc écrit au président du Conseil européen Donald Tusk pour lui demander une extension «jusqu'au 30 juin» de l'article 50 du Traité de Lisbonne, qui régit la sortie d'un pays de l'UE. «Ce report est un grand regret personnel pour moi», a déclaré The-

resa May lors d'une courte allocution hier soir à Downing Street,
après s'être entretenue avec des
membres de l'opposition. Déclarant que les Britanniques en
avaient assez et qu'elle restait «déterminée» à mener à bien le Brexit,
elle a estimé qu'il était «maintenant temps pour les députés de se
décider». «J'espère passionnément
que les députés soutiendront faccord que j'ai négocié avec l'UE.»
Le délai réclamé par Theresa May
a fait bondir dans les rangs de la
majorité comme de l'opposition. Le

Il est maintenant temps pour les députés de se décider.

travailliste Jeremy Corbyn, partisan d'un report plus long, a fustigé «l'incompétence, les échecs et l'intransigeance de la Première ministre et de son gouvernement». Le député conservateur europhile Dominic Grieve est allé jusqu'à affirmer: «Je n'ai jamais été aussi honteux d'être membre du Parti conservateur.»

#### La France fait monter la pression

«Je crois qu'une courte extension sera possible mais elle sera conditionnée à un vote positif sur le traité de retrait à la Chambre des Communes», avait déclaré plus tôt hier Donald Tusk devant la presse. Mais sa demande de délai doit être acceptée à l'unanimité des 27 autres États membres de l'UE, réunis en sommet à Bruxelles aujourd'hui et demain, et validée par les deux chambres du Parlement britannique avant le 29 mars, date théorique de la sortie.

La France a déjà averti qu'elle s'opposerait à ce report s'il n'était pas justifié par une stratégie «crédible». Le risque demeure donc d'un divorce brutal entre Londres el l'UE aux conséquences économiques redoutées d'un côté comme de l'autre.

1 BREXIT REPORTÉ. Theresa May souhaite un report court du Brexit, jusqu'au 30 juin, pour permettre un nouveau vote sur son accord de Brexit et, s'il est approuvé, faire passer les textes destinés à sa mise en œuvre. La dirigeante a exclu un ajournement plus long, qui impliquerait une participation britannique aux élections européennes des 23 et 26 mai.

- Il Un report acourt» est apossible», a déclaré le président du Conseil européen Donald Tusk, mais à condition que les députés britanniques approuvent l'accord de divorce.
- La Commission européenne recommande elle qu'un report court n'aille pas au-delà du 23 mai, date à laquelle démarrent les élections

européennes. Tout report devra être accepté à l'unanimité par les 27, qui se réunissent aujourd'hui et demain à Bruxelles.

2 NOUVEAU VOTE SUR L'ACCORD DE BREXIT. Destiné à mettre en œuvre un Brexit en douceur, le Traité de retrait de l'UE négocié par Theresa May a déjà été recalé massivement en janvier et la semaine dernière. Initialement prévu cette semaine, un troisième vote a été bloqué par le président de la Chambre des communes, le «Speaker» John Bercow, au motif que les députés ne pouvaient voter à nouveau sur un texte inchangé.

■ Theresa May compte néanmoins

## Encore quatre scénarios possibles

représenter «au plus vite» l'accord aux députés en y incorporant des modifications.

Face aux incertitudes persistantes quant au sort du Brexit, ou à l'éventuelle organisation d'un autre référendum qui l'annulerait, les défenseurs d'une sortie de l'UE, opposés à ce traité, pourraient finalement le considérer comme l'unique voie sûre pour quitter l'UE.

3 BREXIT SANS ACCORD. Le Parlement a rejeté cette hypothèse mais un Brexit sans accord reste une option par défaut si aucun terrain d'entente n'est trouvé entre Britanniques, ou avec l'UE.

- En cas de «no deal», le Royaume-Uni mettrait fin du jour au lendemain à 46 ans d'appartenance à l'UE, quittant le marché unique et l'union douanière sans période de transition, un scénario redouté par les milieux économiques.
- Pour atténuer une rupture brutale, le gouvernement a annoncé qu'il supprimerait temporairement les droits de douane sur 87% des importations. Et les pays européens ont eux aussi intensifié leurs préparatifs devant une telle éventualité.

#### 4 SECOND RÉFÉRENDUM OU ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.

Réclamée par quelques dizaines de parlementaires europhiles, l'option d'un second référendum a été rejetée la semaine dernière par la Chambre des communes. Il n'est pas exclu qu'elle finisse par y revenir, en particulier en cas de blocage prolongé. Le chef de l'opposition, le travailliste Jeremy Corbyn, lui a récemment apporté son soutien, mais du bout des lèvres.

■ Theresa May a elle toujours refusé d'envisager une nouvelle consultation des Britanniques. Ce qui signifie qu'il faudrait un report du Brexit couplé à un changement de gouvernement ou à de nouvelles élections pour qu'elle ait lieu.

# Insultes, balles... le calvaire d'une députée europhile

pposante de longue date au Brexit, la députée britannique Anna Soubry a claqué la porte du Parti conservateur de Theresa May le mois dernier pour rejoindre le tout nouveau Groupe indépendant, qui milite pour l'organisation d'un nouveau référendum sur l'UE.

Lors d'une table ronde organisée par le quotidien britannique The Guardian, elle a raconté les conséquences de cet engagement. «Il y a eu cette sale journée, avec des balles et une menace de mort», a déclaré Anna Soubry. «Je ne l'avoue pas mais j'ai peur», a-t-elle ajouté, confiant avoir encore reçu des menaces lundi, et que des membres de

sa famille avaient eux aussi été visés. «Une carte RIP (repose en paix, ndlr) a été envoyée à mon partenaire, disant que "ta trahison", etc. ne se reproduira plus.»

Anna Soubry n'est pas un cas isolé: des dizaines d'élus avaient écrit au chef de la police de Londres en début d'année pour signaler une «détérioration de l'ordre public et de la sécurité» autour du Parlement de Westminster.

Les parlementaires avaient pris cette décision après que des partisans du Brexit avaient agressé verbalement, à plusieurs reprises, des personnalités pro-UE, encerclant notamment Anna Soubry en la traitant de nazie et de traîtresse.

# Hongrie

# La droite européenne met au ban le parti d'Orban

a droite européenne a décidé hier de suspendre le parti du dirigeant populiste hongrois Viktor Orban de ses rangs, pour une durée indéterminée, à la suite de ses dérapages contre Bruxelles ou l'immigration.

Le Parti populaire européen (PPE), qui réunit les formations de droite et du centre-droit de l'UE, comme la CDU de la chancelière allemande Angela Merkel ou les Républicains en France, a pris cette décision à une écrasante majorité (190 pour, 3 contre), lors d'une assemblée politique du parti à Bruxelles.

Une punition qui n'a visiblement pas impressionné Viktor Orban. Tout sourire lors de sa conférence de presse à l'issue du vote, il s'est même vanté: «Ce n'est pas possible de nous expulser, ou de nous suspendre, nous avons gagné quatre élections, c'est pourquoi nous avons décidé de nous suspendre unilatéralement.» De fait, le Premier ministre hongrois a évité une exclusion définitive du PPE, comme l'avait notamment réclamé le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Concrètement, cette suspension signifie que le Pidez n'aura – jusqu'à nouvel ordre – plus le droit de participer aux réunions du PPE, sera privé de ses droits de vote et ne pourra pas présenter de candidats à des postes, a précisé le président du PPE, le Français Joseph Daul.

# Acte XIX: Sentinelle en renfort

Les militaires de Sentinelle seront mobilisés samedi pour protéger les bâtiments officiels, en renfort des forces de l'ordre.

a mission antiterroriste militaire Sentinelle sera mobilisée de manière «renforcée» samedi dans le cadre des manifestations des «gilets jaunes» afin de protéger des bâtiments officiels et autres «points fixes», a rapporté hier le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux. Cette initiative permettra aux forces de l'ordre de se «concentrer sur les mouvements, sur le maintien et le rétablissement de l'ordre».

Ce qui m'inquiète, c'est la riposte en cas d'attaque.

Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance, juge que l'on «peut se satisfaire d'une telle mesure dès lors que ça libère des effectifs et des professionnels du maintien de l'ordre pour intervenir sur les manifestations. Mais il ne faut pas que l'on déstabilise Sentinelle», met-il en garde. Selon Grégory Joron, secrétaire national CRS d'Unité-SGP-FO, «si les militaires Sentinelle sont sur de la



L'opération Sentinelle, qui n'a pas pour mission le maintien de l'ordre, occupe 7.000 militaires déployés en permanence.

Photo AFP

garde de bâtiment, cela va permettre de dégager quelques unités de forces mobiles et cela donnera davantage de mobilité aux compagnies manœuvrantes pour aller sur les points chauds».

«Ce qui m'inquiète, c'est la riposte en cas d'attaque», a commenté pour sa part Philippe Capon, secrétaire général du syndicat Unsa-Police. Côté politique, Jean-Luc Mélenchon (LFI), a jugé que «quelles que soient les circonstances, l'armée ne peut et ne doit assurer aucune tâche de police, (car) ce n'est pas son métier».

L'opération Sentinelle, qui n'a pas pour mission le maintien de l'ordre, représente une mobilisation sans précédent de l'armée sur le territoire national depuis la guerre d'Algérie. Quelque 7.000 militaires sont déployés en permanence dans ce cadre - pour moitié en région parisienne depuis les attentats de janvier 2015. Par ailleurs, Édouard Philippe a décidé d'annuler son déplacement ce week-end en Guyane et de le reporter sine die en raison des «questions d'ordre public» liées aux violences.

## Violences: 23 peines de prison ferme

23 condamnations à de la prison ferme ont été prononcées par le tribunal correctionnel de Paris, qui a jugé 86 personnes en comparution immédiate, à la suite du saccage des Champs-Élysées lors de l'acte XVIII des «gilets jaunes», selon une source judiciaire qui n'a pas précisé la durée des peines de prison ferme. Le tribunal a décerné 17 mandats de dépôt, qui peuvent viser des personnes qui ont été condamnées ou des prévenus qui ont demandé un délai pour préparer leur défense. Entre le 17 novembre et le 12 mars, près de 1.550 affaires ont été jugées en comparution immédiate. Environ 40 % des condamnations prononcées étaient des peines de prison ferme.

# Le chiffre

Trois Français sur quatre (74%)
estiment qu'il faut s'arrêter de travailler entre 60 et 65 ans et

59% jugent que le monde du travail n'est pas adapté aux plus de 65 ans, selon un sondage réalisé par OpinonWay pour la MGEN. Les Français considèrent comme «âgé» d'avoir 67,6 ans dans la vie personnelle, mais l'âge moyen à partir duquel on est considéré comme âgé tombe à 54,7 ans pour la vie professionnelle.

# Âge de la retraite: tout et son contraire...

douard Philippe s'est dit ouvert hier à l'idée de «travailler
plus longtemps» pour financer
la prise en charge de la dépendance
par la Sécurité sociale, en pointant
qu'en 2050, il y aura plus de 5 millions de Français de plus de 85 ans,
contre 1,5 million actuellement.
Devant l'Assemblée nationale,
Édouard Philippe a en revanche
exclu hier que la réforme des retraites actuellement préparée par le
haut-commissaire Jean-Paul Delevoye touche à l'âge de la retraite.
«Dans le cadre de cette réforme, il

Philippe est entré à son tour dans le débat en se montrant ouvert à l'idée de «travailler plus longtemps».

n'est pas question de modifier l'âge de départ à la retraite», a-t-il dit devant les députés.

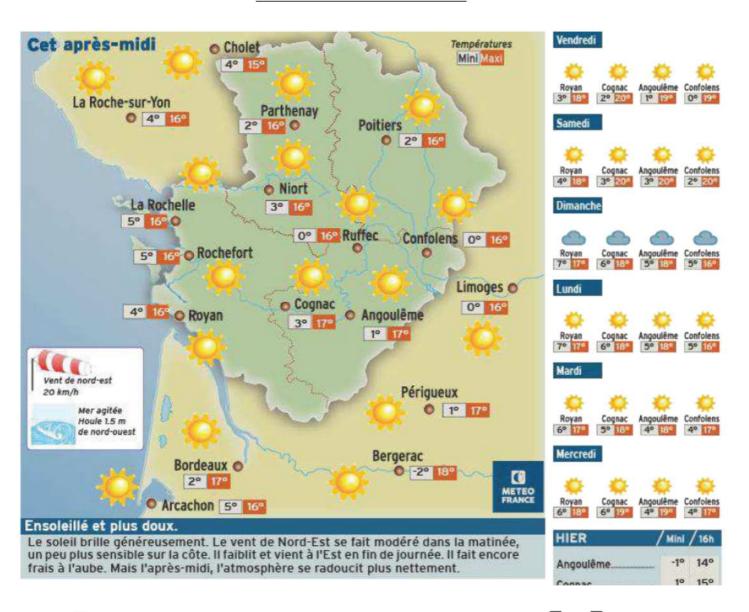
Le sujet a donné lieu à un rétropédalage mardi de la ministre des Solidarités Agnès Buzyn, qui a assuré qu'il n'y aurait pas de remise en cause de l'âge légal actuel (62 ans) après avoir dit dimanche ne pas être «hostile» à l'idée de retarder l'âge de départ en retraite. Hier, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a d'ailleurs assuré que la question de l'âge minimal de départ à la retraite est bien au menu de la concertation menée par Jean-Paul Delevoye.

Une journée supplémentaire «ne suffira pas» à financer les besoins en matière de dépendance, a en tout cas estimé Benjamin Griveaux.

#### **FONCTIONNAIRES**

### Appel à la grève le 9 mai

Face à un gouvernement qui, selon eux, «fait fi du dialogue social» dans sa volonté de réformer la fonction publique, sept syndicats de fonctionnaires (CGT, Unsa, FSU, Solidaires, FA-FP, CFE-CGC et CFTC) appellent les 5,5 millions d'agents publics à une journée d'action et de grève le 9 mai. Ils estiment que le projet de réforme, sur lequel le processus de consultation s'est achevé lundi, «tourne le dos aux principes de la fonction publique». FO et la CFDT ont jugé cet appel «prématuré», le premier n'excluant pas de se joindre au mouvement, la seconde disant n'avoir «pas encore arrêté sa position».



# Stupeur et tremblemen t de terre dans la région

**SÉISME** Sans faire de victime ni causer de gros dégâts, la secousse d'hier matin a pourtant atteint une magnitude de 4,9. Son épicentre, près de Montendre (17), n'était, d'ailleurs, pas une zone à fort risque

Sylvain Cottin, avec Élisa Artigue-Cazcana s.cottin@sudouest.fr

e franchissement du mur du son par un avion, celui d'un nid-depoule parungroscamion, ou bien parfois la simple sensation de vaciller pour de bon. Telles furent d'abord, hier et par milliers-les réactions frappées d'une légère stupeur, 150 kilomètres à la ronde de Montendre (Charente Mari time \ fipicentre d'un tremblement de terrevite repéré sur les tablettes du Bureau central sismologique français (BCSF), cette commune, située à une soixantaine de kilomètres au nord de Bordeaux aura donc vécu un événe ment aussi rare à l'échelle humaine qu'il est banal au regard des temps géologiques.

#### Soudain,à 10 h 56...

À 10 h 56, et durant une petite dizaine de secondes, c'est une secousse d'une magnitude de 4,9 sur l'échelle de Richter qui aura, en effet, marqué de manière fracassante l'arrivée du printemps Sans faire de victime ni d'autres dégâts que la chute d'une grosse cheminée dans le centre ville de Bar bezieux (Charente) et des façades fissurées à Baignes-Sainte-Radegonde (Charente) ou à Donnezac (Gironde). ce tremblement de terre rappelle tout de même que la France en géné ral, et le Sud-Ouest en particulier, ne sont pas à l'abri du risque sismique. A fortiori lorsque 2541 communes relèvent de la réglementation parasismique dans les deux (anciennes) régions Aquitaine et Poitou-Charentes. Selon Jérôme Vergne, sismologue au BCSF, l'événement d'hier n'est d'ailleurs pas anodin. « Il est même relativement exceptionnel, pas temps par sa magnitude - nous en enregistrons un tous les trois ou quatre ans en métropole-mais surtout par sa localisation.»

#### Dans la région, un risque réel

En l'occurrence par six kilomètres de profondeur, mais surtout à la limite de l'une des zones considérées comme l'une des moins sismiques de France. Car si les habitants du littoral charentais et davantage encore ceux des Pyrénées (lire par ailleurs) ne tremblent plus à chaque secousse, la région bordelaise n'aurait pas connu pareil soubresaut depuis la nuit du 10 août 1759. « Selon nos connaissances, l'épicentre se situait alors dans l'Entredeux-Mers. »

Assez Join donc de la Charente-Maritime et de ses vétérans du 7 septembre 1972. Ce matin-là, Tile d'Oléron avait soudainement réalisé que l'activité sismique n'était plus seulement un phénomène exotique. De magnitude 57, la secousse provoquera quelques impressionnants dégâts matériels. Mais alors que les sismologues connaissent désormais assez bien les subtilités du sous-sol charentais, les faiblesses des fonds marins demeurent en revanche plus obscures. « Tout le monde sait qu'une faille existe, sans doute dans l'ave de l'estuaire de la Charente, mais de le est encore mal cartographiée, presque mystérieuse », précise un chercheur du

« Dans ce secteur, il faut remonter à la nuit du 10 août 1759 pour une telle secousse. »

géophysique de La Rochelle.« Nous ne risquons passi un séisme aussi puissant que ceux des grandes failles solitaires, mais la méconnaissance actuelle des réserves d'énergie accu-

Centre littoral de

mulées ne nous permet pas, non plus, tout à fait, de l'exclure.»

Pas de quoi, pourtant, faire trembler les anciens. « Des petits ou des gros boums, ça fait soixante-dix ans que j'en entends », souriait, hier, Jean-Wes, octogénaire insulaire.

#### Une première réplique hier

D'après les premières analyses, celui d'hier semble en revanche dû à la rupture d'une autre faille vieille de plusieurs millions d'années. « Elles sont encore assez mal connues dans cette zone, cet épisode va nous permettre de progresser », rassure JérômeVergne. À défaut de les craindre, faut-il alors s'attendre à des répli ques? C'est d'autant plus probable qu'une première, moins intense, a déjà eu lieu en milieu d'après-midi. En mai 2016 lors de la demière se cousse notable (49) qui a frappé la région, trois semaines s'étaient même écoulées avant que la terre ne tremble à nouveau entre Saintes et La Ro

Las, ne jouons donc pas à nous faire peur quand bien même une se cousse de magnitude 5 dégagera trente fois plus d'énergie qu'une me surée à 4. Et que dire enfin de l'échelle du ressenti psychologique, notamment sur les réseaux sociaux où l'on s'est beaucoup inquiété, hier, des éventuelles conséquences sur la centrale nucléaire du Blayais. Par le biais d'un communiqué, l'organisation Greenpeace affirme d'ailleurs que le site« ne respecte pas les normes post-Fukushima exigées par l'Agence de sûreté nucléaire ». Si la secousse y a bien été enregistrée, la direction assure que les réacteurs sont conçus pour résister à un séisme quarante fois plus intense.



# « Les gendarmes m'ont o



Manon Berthin a dû évacuer son appartement du boulevard Gambetta à Barbezieux. CAPTUREÉCRAN LORQUER

**TÉMOIGNAGES** Que ce soit à Vallet (17), commune de l'épicentre, ou à Barbezieux (16), à 25 km au nord, les habitants ont été secoués

C'est sûr, dans de très nombreuses communes du sud de la Charente-Maritime, chacun peut dire où il se trouvait précisément, et ce qu'il faisait, hier, à 10 h 56, à l'heure où la terre a tremblé. En particulier du côté de Montendre puisque c'est dans l'une de ses communes associées Vallet, à cinq kilomètres de là, que l'épicentre du séisme a été localisé.

Dans le secteur, on ne déplore aucun blessé et, en l'état actuel des choses, aucun dégât majeur. « Tout au plus, en attendant confirmation, quelques fissures semblent être apparues sur deux murs de la cantine scolaire», indique le maire délégué, Ludovic Poujade. Il a fait le tour des bâtiments municipaux avec le maire de Montendre, Patrick Giraudeau et un de ses adjoints, Wes Poujade. Au moment du séisme, ces demiers se trouvaient en visite sur différents sites communaux, en compagnie de Christophe Tessonneau, le responsable des services techniques de Montendre, également capitaine du centre de secours local. « Lui a su tout de suite ce qui se passait, il a immédiatement identifié le bruit, précise Patrick Giraudeau. Pour ma part, j'ai cru le bruit sourd et la secousse d'us au passage d'un poids lourd sur la route de Bussac-Forêt, près de laquelle nous nous trouvions.»

#### Uncollègefermé

À part quelques appels en mairie de la part d'administrés inquiets, rien de plus grave n'a été signalé. À 25 kilomètres de là Barbezieux,

À 25 kilomètres de là, Barbezieux, en sud-Charente, a cru avoir affaire

# rdonné de sortir »

à une explosion. C'est en tout cas pour ce motif qu'une vingtaine de pompiers a été appelée, en fin de matinée. Très vite, la situation s'est avérée moins grave qu'annoncée : le bruit qui pouvait faire penser à une déflagration était, en fait, l'effondrement d'une cheminée.

La scène s'est déroulée en plein centre-ville, boulevard Gambetta. « Vers 11 heures, i'ai ressenti des secousses, raconte Manon Berthin. l'ai entendu comme un gros boum. À ce moment-là, je me suis dit que quelque chose avait dû tomber dans l'appartement. Mais je n'ai rien vu, donc j'ai repris mes activités. Finalement, les gendarmes ont sonné à la porte quelques secondes après. C'est là qu'ils m'ont ordonné de sortir tout de suite.» Et pour cause : la cheminée en béton venait de s'effondrer, en partie dans la maison, et pour une autre partie sur lavoie publique. Ces débris ont conduit les militaires à bloquer le boulevard jusque dans l'après-midi.

Du côté de l'édifice, les pompiers du Grimp (Groupement de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux) se sont employés à stabiliser les morceaux.

À Baignes-Sainte-Radegonde, plus au sud, des fissures sont apparues dans les murs du collège André-Malraux. Le principal a donc décidé de fermer l'établissement aujourd'hui, dans l'attente d'experts diligentés par le Conseil départemental.

Au final, en Charente, le service départemental d'incendie et de secours (Sdis) a recensé une vingtaine d'appels, sans que des blessés n'aient été signalés.

Marie-Laure Gobin et Delphine Lamy

# SUD OUEST.fr

Retrouvez le témoignage de Manon Berthin en vidéo sur notre site

# Au sud, les Pyrénées ont la tremblote en permanence

# **TECTONIQUE** Née d'un affrontement, la chaîne est régulièrement agitée par des soubresauts

Pour qui jette un œil à la liste des derniers événements recensés par le RéNass, le Réseau national de surveillance sismique, le piémont pyrénéen est affecté d'une légère tremblote. Dans la nuit de mardi à mercredi, une secousse de magnitude 1,2 a été enregistrée à une douzaine de kilomètres d'Oloron-Sainte-Marie, C'était 1.1, la veille à la mi-ioumée dans les mêmes parages. Et puis, en rembobinant le fil du temps, on trouve trace d'un séisme de magnitude 2 à Andorre dimanche en début de soirée et d'un mouvement du sol mesuré à 1,1, quelques instants auparavant, dans les alentours d'Hasparren, au Pays basque.

Bref, ça n'arrête pas de bouger. On dénombre un millier de secousses chaque année dans le massif pyrénéen, souvent imperceptibles. Il y a des exceptions à la règle, comme de coutume. La dernière victime recensée demeurait à Arette, dans les Pyrénées-Atlantiques, théâtre d'une secousse destructrice, il y a un peu plus d'un demi-siècle.

### Deux plaques s'affrontent

Dans la nuit du 13 au 14 août 1967, un séisme d'une magnitude supérieure à 5,5 y a ouvert l'église en deux, a fait tomber le clocher et a maltraité tous les édifices. 80 % du village a dû être rasé, puis reconstruit. En 1980, c'était au tour d'Arudy, en vallée d'Ossau, avec un séisme de 5,2.

L'explication réside dans la tecto-

nique des plaques, ces mouvements latéraux de la croûte terrestre qui mobilisent des forces au-delà de l'entendement. Les Pyrénées doivent leur existence à un affrontement de cet ordre entre la plaque Ibérie, au sud, et la plaque Eurasie, au nord. Ily a 80 millions d'années, poussée aux reins par l'Afrique, l'Ibérie a commencé à plonger sous l'Eurasie et a fait surgir le massif.

Le pugilat a cessé il y a une dizaine de millions d'années. Mais les tensions accumulées continuent à se libérer sporadiquement le long de trois lignes de faille qui sinuent d'est en ouest.

#### Des traces de catastrophe

Dans un lointain passé, elles l'ont fait avec une férocité bien plus appuyée. Les écrits relatent des séismes dévastateurs côté catalan, à l'est de la chaîne, en 1373 puis à nouveau en 1427 et 1428. Côté ouest, les deux séismes qui ont marqué leur époque se sont produits en 1660 en Bigorre et en 1750 à proximité de Lourdes.

On ne peut pas reconstituer la magnitude, c'est-à-dire la puissance à la source, d'événements aussi lointains dans le passé. On mesure leur intensité en fonction de leurs effets en surface. Ces séismes historiques ont été classés entre 8 et 10 sur une échelle graduée de 1 à 12.

Le problème, c'est qu'aucun spécialiste ne peut certifier la fin de l'histoire. Un séisme aussi conséquent que ceux-là peut à nouveau



L'église d'Arette après le séisme de 1967. ARCHU BAK SON

secouer la montagne demain, dans deux ans, dans trois siècles ou jamais. Rien ne permet de le prévoir.

On peut en revanche l'anticiper. Par exemple, en respectant les normes antisismiques dans le bâtiment. Le risque sismique est classé « moyen » dans l'essentiel des Pyrénées. Il n'est que « faible » dans les environs de Montendre, où le sol a tremblé hier. Et « très faible » sur une large part du bassin aquitain, aussi peu propice aux colères des profondeurs que son cousin parisien.

Jean-Denis Renard

### LES DATES CLÉS

#### 1759. L'ENTRE-DEUX-MERS

La chronique rapporte que, le 10 août 1759, un violent tremblement de terre a mis à bas les bâtiments, a ouvert des brèches dans les enceintes des forteresses et a fait tomber des dochers. L'onde a fait des dégâts dans l'Entre-Deux-Mers, ce territoire girondin compris entre la Garonne et la Dordogne, et à Bordeaux. Cette catastrophe est hautement atypique, dans le sens où la région bordelaise est peu concernée par le risque sismique.

#### 1909, LAMBESC (PROVENCE)

Cette commune des Bouches-du-Rhône a été à l'épicentre du tremblement de terre le plus violent enregistré en métropole depuis le début du XX° siècle. La secousse s'est produite le 11 juin 1909 au pied de la chaîne des Côtes où est nichée la localité, à proximité des Alpilles. On estime, aujourd'hui, sa magni-



Le séisme de l'île d'Oléron en tête de page. ARCHIVES « SUD QUEST »

tude à 5,8. L'essentiel du bâti s'est écroulé sur les habitants. On a déploré 46 morts et au moins 250 blessés, le bilan le plus lourd jamais enregistré dans l'Hexagone depuis le début de l'époque moderne.

#### 1972, ÎLE D'OLÉRON

Le 7 septembre 1972, un séisme de magnitude 5,7 gronde dans le pertuis d'Antioche qui sépare l'île de Ré de l'île d'Oléron, devant les côtes de la Charente-Maritime. Ses effets sont surtout ressentis à Oléron où plusieurs centaines de cheminées s'écroulent. À l'extrémité de l'île, le mercure du phare de Chassiron déborde. Et sur le continent, le clocher de la commune de Moëze s'en sort miraculeusement, de guingois. Il n'y a aucune victime.

#### 2016, THAIRÉ-D'AUNIS

L'épicentre du séisme de magnitude 4,9 du 28 avril 2016 était en fait situé en mer, entre l'île d'Oléron et La Rochelle. Le village de Thairé d'Aunis, à une quinzaine de kilomètres au sud de La Rochelle, a enregistré quel ques dégâts.

# Un report du Brexit sous conditions

**ROYAUME-UNI** Theresa May va devoir faire voter par son Parlement l'accord déjà rejeté deux fois si elle veut obtenir un délai pour le Brexit

#### Christophe Lucet c.lucet@sudouest.fr

ui, le Royaume-Uni peut obtenir un report du Brexit. Mais à condition de faire, enfin, voter par le Parlement le projet d'accord concluentre Londres et l'Union européenne (UE) le 25 novembre demier. Telle est la réponse que les 27 ont faite, hier après-midi, par la voix de Donald Tusk, à la Première ministre britannique. Quelques minutes plus tôt, la lettre de Theresa May demandant officiellement un report de trois mois (jusqu'au 30 juin) de la sortie de son pays de l'UE était parvenue à Bruxelles.

C'est donc par un « oui, mais » que l'Europe a répondu à la demande britannique. Le oui n'était pas acquis d'avance car c'est les mains vides que Theresa May arrive aujourd'hui en Belgique pour convaincre le Conseil européen d'accepter, à l'unanimité, le report sans lequel le Brexit se produira sans accord dans moins de dix jours. Quant au « mais », il renvoie la chef du gouvemement à son impossible équation : obtenir la troisième fois ce qu'elle a déjà (largement) échoué à obtenir, le 15 janvier et le 12 mars derniers, à savoir un vote positif des élus de Westminster pour un Brexit ordonné sous accord.

La réponse de Donald Tusk indique nettement qu'aucune décision



Theresa May s'est exprimée au cours d'une brève conférence de presse, hier soir. PHOTO AFP

n'est à attendre de la part des Européens aujourd'hui et demain. C'est seulement dans une semaine que les 27 se prononceront officiellement en faveur d'un délai, après que les députés à Londres auront livré leur verdict. Avec deux hypothèses: si c'est oui à l'accord, la prolongation sera concédée afin de donner un peu de temps pour sa mise en œuvre; si c'est non, la perspective d'un « no deal » deviendra brûlante.

#### Le meilleur accord possible

Hier soir, Theresa May a réuni ses ministres et consulté les chefs de parti, pour déterminer la marche à suivre. Puis à 20 h 15, elle a donné une brève conférence de presse. « L'accord que nous avons discuté avec l'Union européenne est le meilleur que nous puissions obtenir », a répété la Première ministre, mettant en cause l'incapacité des députés à se décider, jurant de travailler à un arrangement de toutes ses forces, et s'adressant aux Britanniques pour leur dire : « Je suis de votre côté ».

Il est à noter que May a demandé un report jusqu'au 30 juin, excluant tout délai supplémentaire. Ce qui poserait un sérieux problème juridique à l'UE puisque les élections européennes, auxquelles les Britanniques ne sont pas censés participer, sont prévues le 26 mai. C'est dire qu'une autre négociation, sur la date limite du report, s'annonce déià...

### Les militaires de Sentinelle mobilisés pour l'acte XIX

**GILETS JAUNES** Lamission antiterroriste militaire Sentinelle sera mobilisée de manière « renforcée » samedidans le cadre des manifestations desgilets jaunes a fin de protéger des bâtimentsofficiels et autres « points fixes », a rapporté, hier, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, Cette initiative annoncée par le président Emmanuel Macron en Conseil des ministres permettra aux forces de l'ordre de se « concentrer sur les mouvements, sur le maintien et le rétablissement de l'ordre », a justifié M. Griveaux, Par ailleurs, le Premier ministre Édouard Philippea décidéd'annuler son déplacement prévu ce week-end en Guvane et de le reporter sine die en raison des « questions d'ordre public».

# 74 % des Français pour une retraite avant 65 ans

**SONDAGE** Et 59 % estiment que le monde du travail n'est pas adapté aux plus de 65 ans

Trois Français sur quatre estiment qu'il faut s'arrêter de travailler entre 60 et 65 ans (74 %), et 59 % jugent que le monde du travail n'est pas adapté aux plus de 65 ans, selon un sondage réalisé par OpinonWay pour la MGEN.

#### « Âgé » à partir de 67,6 ans

Seulement 7 % jugent les activités professionnelles « très adaptées » aux plus de 65 ans, et 34 % estiment que le monde du travail « est en train de s'adapter » à cette tranche d'âge. À l'inverse, 59 % pensent que les entreprises ne sont « pas du tout adaptées » pour les plus de 65 ans. Pourtant, 83 % des Français jugent que les plus

Trois Français sur quatre estiment de 65 ans vieillissent bien ou qu'il faut s'arrêter de travailler enmême très bien (8 %).

Les Français considèrent comme « âgé » d'avoir 67,6 ans dans la vie personnelle, mais l'âge moyen à partir duquel on est considéré comme âgé tombe à 54,7 ans pour la vie professionnelle.

Si les plus de 65 ans sont jugés « bien intégrés dans la société » pour 7 Français sur 10, avec des activités associatives, culturelles et sportives, le sentiment de vieillesse domine lorsqu'il s'agit de la vie professionnelle.

Les plus de 65 ans sont jugés bien intégrés dans la vie professionnelle par seulement un quart des Français.

# Recherche d'avion en détresse : l'épreuve du test

SÉCURITÉ CIVILE Le Centre de coordination et sauvetage aéronautique a testé hier la chaîne d'alerte charentaise

8 h 35, hier matin, un avion décolle de la base aérienne de Cognac. À son bord, deux personnes. Pour une raison indéterminée, il disparaît des écrans radars...

Deux heures plus tard, au centre opérationnel de Charente, c'est l'ébullition autour de Marie Lajus, préfète, qui dirige les opérations de recherche de l'avion disparu. L'association départementale de radio amateurs (Adrasec), conventionnée avec les services de l'État, est aussi sur le pont pour repérer l'aéronef, en plus des moyens satellites.



La préfète a coordonné les opérations de recherche. PHOTOL. D

Il s'agissait d'un exercice de recherche et sauvetage d'aéronef en détresse, dit Sarex pour les spécialistes de l'armée de l'air. Le centre de coordination de sauvetage (Aeronautical rescue coordination center-ARCC) de Lyon-Mont-Verdun est le seul en France à assurer ces missions de service public « dans des conditions aussi proches que possibles de la réalité » (16 départements concernés en 2019).

#### Le 191, urgence aéronautique

«L'exercice a pour but de vérifier les procédures de déclenchement et de coordination des plans de sauvetage spécialisés du dispositif Orsec (organisation de la réponse de la sécurité civile) aussi bien lors d'accidents aériens civils que militaires. Une phase essentielle pour tester le réalisme et la pertinence des plans», explique Marie Lajus.

A la représentante de l'État le rôle de « définir la stratégie des opérations de secours, mobiliser les moyens de secours public relevant de l'État, des collectivités locales, des établissements publics, de coordonner la communication, d'anticiper les conséquences de la crise ». Tout doit être fait, comme si. Informer le procureur, tous les maires de Charente, déployer sur le terrain la gendammein enationale dès qu'on a des précisions sur le lieu du crash ou de l'atterrissage forcé, envoyer en renfort l'effectif pompiers pour d'éventuels secours sans oublier les moyens de recherche aériens (trois hélicoptères ont balayé le ciel du sud Charente pour l'exercice).

« Il arrive régulièrement qu'on puisse trouver des blessés», témoigne le commandant de l'ARCC, coordonnateur de l'exercice. Lequel a rappelé qu'on peut aussi composer le 191, numéro d'urgence aéronautique, accessible 24 h/24,7 j/7.

H.R

# Le budget fait débat

C'est presque sur fond de lancement de campagne électorale que s'est voté le budget mardi soir à Jarnac. Face à François Raby, qui avait annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat, l'opposition emmenée par Jérôme Royer a préféré s'abstenir sur le vote du budget en dégainant les premières munitions devant une majorité défendant avec ardeur son bilan et ses projets par le biais de Philippe Gesse.

La situation financière jarnacaise est satisfaisante au vu des chiffres présentés par Jean-Yves Daney, comptable au trésor avec un excédent reporté de l'ordre de 1 382 425 € sur le compte administratif 2018. Avec une progression de 1,66 % des dépenses et de 1,26 % des recettes pour le fonctionnement, la capacité d'autofinancement de la commune reste plus que confortable.

Pour 2019, les investissements seront à hauteur de 2 138 950 € dont 956 000 € de voirie (les quais, rue de l'aumônerie...), 349 000 € de travaux au stade (salle pour le rugby...), 145 000 € pour la restauration de l'orgue...

#### Travaux dans les écoles

Mais au tournant de cette année 2019 avec les reprises des compétences écoles et marché couvert et à un an des municipales, l'opposition a préféré pointer les discordances avec la majorité vis-àvis de la position de Jarnac dans l'Agglo. « Les négociations ont été mauvaises », a déclaré Jérôme Royer, pourtant vice-président à l'Agglo comme l'a rappelé Chris-



Les échéances municipales de 2020 ont semblé faire surface àce vote du budget 2019. PHOTOS.C.

#### **ÉCONOMIE / ACTION CŒUR DE VILLE**

Le développement économique a aussi fait débat. Selon Jean-Denis Barré, l'Agglo valoriserait un axe Segonzac / Cognac, laissant de côté Jarnac. Le maire François Raby a souligné combien « il était difficile de vendre Jarnac par rapport à Salle-d'Angles », faisant référence à la zone de Souillac où les entreprises sont peu demandeuses de terrain.

Enfin est venue la problématique du centre-ville par le biais de Catherine Parent, souhaitant relancer la dynamique sur ce dossier, et la question de solliciter une décentralisation du projet Action cœur de ville avec l'Agglo.

tophe Roy. Le détransfert des écoles n'est pas à la hauteur escomptée et 170 000 € de travaux dans les écoles ont été inscrits au budget primitif 2019, « une volonté politique », a rétorqué la majorité souhaitant en faire un maximum la première année.

Pour la reprise du marché couvert, l'opposition remet en cause le détransfert en investissement. « Ce n'est pas cher payé », souligne Philippe Gesse, rappelant qu'il s'agit d'une construction récente dont le coût avait dépassé le million d'euros.

Avec la recette exceptionnelle de 637 000 € liée à la reprise de l'assainissement par l'Agglo, l'opposition a proposé une « baisse symbolique » des impôts, « un signal fort pour la population ». « Le signal très fort, on l'a fait depuis qu'on est élu, on n'a jamais augmenté. Si on baisse, demain on va réaugmenter! », a répondu François Raby.

Séverine Caillé